

Aménagement des procédures d'évaluation des associations reconnues sous contrat-programme

1. La procédure d'évaluation : rappel des dispositions légales

Pour les associations reconnues sous contrat-programme, le décret prescrit :

- une évaluation annuelle
- une évaluation générale lors de l'année d'échéance du contrat-programme

Dans les deux cas, l'évaluation est réalisée par l'Inspection en concertation avec l'association. Le service de l'Education permanente remet un avis sur cette évaluation. L'avis du Conseil supérieur de l'Education permanente est requis en cas d'évaluation ou d'avis négatif.

Aux fins d'évaluation, les associations reconnues doivent introduire :

- un rapport annuel d'activités et le bilan comptable au 30 juin de chaque année
- un rapport général d'exécution du contrat-programme au cours de l'ultime année de celui-ci.

2. De l'évaluation annuelle au contrôle

a. Le contrôle annuel

La procédure d'évaluation annuelle telle que prévu par le décret est remplacée par un contrôle annuel.

Échéance : annuelle, sur base du rapport d'activités remis au 30 juin.

Réalisé par : le service de l'Education permanente (SEP).

Objet : prévenir les situations les plus critiques en vérifiant que l'association valorise un volume global d'activités correspondant aux critères quantitatifs de la catégorie de forfait dans laquelle elle est reconnue. Exemple : s'assurer qu'une association qui doit réaliser 200 heures d'activités par an en valorise au moins ce nombre dans son rapport annuel.

Information de l'association :

* un premier accusé de réception confirme la recevabilité ou non du dossier – c'est-à-dire le fait que le dossier comporte ou non l'ensemble des pièces permettant son analyse et que les documents comptables ont bien été rentrés dans les formes - et réclame le cas échéant si nécessaire les documents manquants;

* un second accusé de réception confirme ultérieurement la conformité ou non du dossier, c'est-à-dire

- soit qu'il indique que le volume d'activités requis a été valorisé;
- soit qu'il indique les questions problématiques.

Suites données en cas de difficultés constatées :

- l'enclenchement d'une concertation entre le SEP et l'Inspection;
- la mise en œuvre d'un contrôle approfondi.

b. Le contrôle approfondi**Échéance :**

- systématiquement lors de la 3^e année de l'exécution d'un contrat-programme;
- à n'importe quel moment, à la demande d'une association souhaitant une analyse de sa situation, ou prévoyant un changement d'axe ou de catégorie de reconnaissance;
- à n'importe quel moment, à l'initiative du service de l'Education permanente, si des difficultés constatées dans le cadre du contrôle annuel le justifient, ou à la demande de l'Inspection.

Réalisé par : le service de l'Education permanente.

Objet : vérification complète du rapport annuel d'activités dans ses dimensions qualitatives, quantitatives et comptables, ce qui implique logiquement la consultation d'annexes (traces matérielles utiles, fournies à la demande du SEP).

Information de l'association :

- lorsque le contrôle approfondi ne met pas de difficulté en évidence, le SEP envoie à l'association un accusé de réception précisant qu'après un examen détaillé, il apparaît qu'elle se situe bien dans le respect des critères.
- Lorsqu'un contrôle approfondi débouche sur le constat de difficultés, le SEP et l'Inspection organisent une concertation avec l'association. Au terme du contrôle, un écrit est adressé par le SEP à l'association, dans l'optique d'attirer clairement et concrètement son attention sur les carences constatées.

Suites données en cas de difficultés : un nouveau contrôle approfondi est nécessairement réalisé l'année suivante. Si les difficultés sont toujours présentes ou si d'autres sont apparues, une procédure d'évaluation au sens du décret est mise en route, avec toutes ses conséquences possibles.

3. L'évaluation générale :

La procédure d'évaluation générale appliquée est celle prévue par le décret (voir point 1).

En l'occurrence, le décret prévoit que « l'évaluation est réalisée par les services du Gouvernement chargés de l'inspection, en concertation avec l'association concernée ».

Pour ce faire :

1° L'association réalise une (auto-)évaluation de son action et en rend compte dans le « rapport général d'exécution ». Le canevas de ce rapport général d'exécution est proposé à titre indicatif. Il constitue le cadre de référence de l'analyse des services du Gouvernement.

2° L'Inspection analyse ce rapport général d'exécution et propose à l'association une réunion de concertation sur l'auto-évaluation de l'association. Si l'association et l'inspection en conviennent, cette concertation peut se déployer en plusieurs temps, de manière à faire place à d'éventuelles évolutions de l'action de l'association et à un éventuel accompagnement de l'inspection.

3° L'Inspection rédige un rapport d'évaluation et formule un avis quant aux éventuelles options envisagées ci-après, dans la section 4.

4° Le service de l'Education permanente remet un avis sur base du rapport d'évaluation de l'Inspection

5° En cas d'évaluation ou d'avis négatif, le dossier est soumis pour avis au Conseil.

Pour permettre que, dans le cadre de l'évaluation concertée, se déploient un réel dialogue entre inspection et associations et, si nécessaire, un travail d'accompagnement et d'ajustement, il est proposé d'anticiper au 30 juin de la 4^e année le dépôt du rapport général d'exécution. Clairement à l'avantage des associations, cette disposition permet de déployer le travail d'évaluation concertée sur dix-huit mois plutôt que six.

Le choix d'un dépôt du rapport général d'exécution au 30 juin de la 4^e ou de la 5^e année est ainsi laissé à l'appréciation de chaque association

Si des difficultés sont constatées lors d'une évaluation générale réalisée en 4^e année de l'exécution du contrat-programme, l'Inspection poursuit sa concertation avec l'association et l'accompagne dans l'ajustement de son action. Dans ce cas de figure, le rapport d'évaluation de l'Inspection est remis au cours de la 5^e année de l'exécution du contrat-programme, et tient compte des changements intervenus, sur base du rapport annuel d'activités portant sur la 4^e année.

4. Les options au terme du contrat-programme :

Au terme du contrat-programme et suite à la procédure d'évaluation générale, cinq cas de figure sont envisageables :

A. Le renouvellement du contrat-programme dans la même catégorie de forfait.

B. Le renouvellement du contrat-programme avec augmentation de la catégorie de forfait et/ou d'un axe de reconnaissance.

La possibilité d'une augmentation de catégorie de forfait et/ou de reconnaissance dans un axe supplémentaire est évaluée après la remise du rapport général d'exécution et du rapport annuel d'activités.

Changement de catégorie de forfait dans l'axe de reconnaissance : la capacité à rencontrer les exigences décrétales qui s'y rapportent doit simplement être vérifiée dans le dernier rapport annuel d'activités.

Reconnaissance dans un axe supplémentaire : la correspondance de la démarche et des actions avec les exigences décrétales correspondant à l'axe et à la catégorie de forfait sollicités doit être vérifiée. Outre le rapport annuel d'activités et le rapport général d'exécution, une grille de demande de reconnaissance dans cet axe, avec l'exercice civil précédant comme année de référence, doit être remise.

En cours d'exécution du contrat-programme, des compléments au rapport annuel d'activités peuvent être fournis chaque année (explication de l'augmentation du volume d'action dans un axe et/ou grille d'activités dans un autre axe, même si tous les critères ne sont pas encore remplis) pour attirer l'attention sur une évolution dans les activités. Un contrôle approfondi par l'administration peut en outre être sollicité à tout moment par l'association, sur simple demande accompagnant le rapport annuel d'activités.

C. Le renouvellement du contrat-programme avec changement d'axe.

La correspondance de la démarche et des actions avec les exigences décrétales correspondant à l'axe et à la catégorie de forfait sollicités doit être vérifiée. Outre le rapport annuel d'activités et le rapport général d'exécution, une grille de demande de reconnaissance dans cet axe, avec l'exercice civil précédant comme année de référence, doit être remise.

D. Le renouvellement avec diminution de la catégorie de forfait et/ou du nombre d'axes de reconnaissance.

Cette diminution peut également intervenir en cours de contrat-programme, à l'issue d'une procédure d'évaluation telle que prévue par le décret, en fonction de l'évolution de l'action de l'association.

E. Le retrait de reconnaissance.

Idem point D.